

[Text]

Mr. Clark: There are some obvious consequences to televising these committee proceedings, Mr. Chairman.

Quickly, on East Timor the member, as he so often is, is wrong. I will pursue the matter with him later with regard to the position of the Government of Canada on East Timor. He would know—he should know if he is interested in the facts—that we have been involved in that case extensively, including to the point of ensuring that Canadian parliamentary delegations had an opportunity to visit the area to see it for themselves.

• 1605

The Patriots were there in advance. The problem was that the Israelis had not had the time to become as proficient in the use of that sophisticated technology as was required.

Let me come to what I think are the two main points. Is there an alternative role for Canada? Of course there is. There was an alternative role for Canada in 1914. We could have run away. There was an alternative role in 1939. We could have moved away. There was an alternative role for Canada in Korea. Indeed, there is an alternative role every time we are asked to take our place in peacekeeping operations. There is always danger there. There are some people who always say that whenever Canadians go into a new peacekeeping area, we should not be there. Yes, there are alternatives.

There is also a basic question about whether or not Canada is prepared to play a role that is warranted by a country of our traditions and our wealth and our influence in the world. We are saying we have to play that role. It is not a role that is exclusively humanitarian, although that is obviously a part of it. It is a role of working with the United Nations, as we did, to seek peaceful means and then being prepared to follow through on the requirements of the United Nations, the capacity of the United Nations, built into that body among others by distinguished Canadians to enforce what it had decided.

The member for Vancouver Quadra does not agree with all the arguments of this government. He has some concerns, particularly with respect to sanctions. He made those clear in his remarks in the House. But he also made it clear that for a country like Canada, with our traditions, whether we were right or wrong in carrying the United Nations along to the point where we had established that mass of resolutions seeking a peaceful solution, in terms of our principles and our tradition, we had to follow through on United Nations action. I think he spoke a simple, eloquent truth about this country.

As to what happens afterwards, of course there are other conflicts there, in Lebanon, in the occupied territories. It is as clear as it can be that if the United Nations succeeds in the question of Kuwait, it has a better chance of helping solve those other problems than it will have if it fails in the situation in Kuwait. If the member nations of the United Nations are prepared to support the United Nations when it passes resolutions but not when they must be enforced, that would terribly weaken the organization upon which we are counting to help us resolve other issues, whether Palestinian, Lebanese or other issues in the region.

[Translation]

M. Clark: Il y a de toute évidence des conséquences lorsqu'on décide de téléviser les travaux d'un comité, monsieur le président.

Brièvement, en ce qui concerne le Timor oriental, comme c'est souvent le cas, le député est dans l'erreur. Je discuterai plus tard avec lui de la position du gouvernement du Canada en ce qui concerne le Timor oriental. Il doit savoir—il le devrait si les faits l'intéressent—que nous prenons une part active dans ce dossier, au point de nous assurer que des délégations parlementaires canadiennes aient pu visiter la région pour faire un constat sur place.

Les missiles Patriot étaient en place à l'avance. Hélas, les Israéliens n'avaient pas eu le temps de se familiariser suffisamment avec le fonctionnement de cette technologie de pointe.

Venons-en maintenant au fond de la question. Deux points. Le Canada peut-il faire autre chose? Bien sûr. En 1914, le Canada pouvait faire autre chose. Il aurait pu s'esquiver. Il pouvait faire autre chose en 1939. Il aurait pu s'éclipser. Il pouvait faire autre chose en Corée. En vérité, il aurait pu faire autre chose chaque fois qu'on lui a demandé de participer aux opérations de maintien de la paix. Le danger est présent là aussi. Il s'en trouve toujours pour affirmer, à chaque fois que le Canada participe à une nouvelle opération de maintien de la paix, que les Canadiens ne sont pas à leur place. Oui, il y a d'autres choix.

Se pose aussi la question essentielle de savoir si le Canada est oui ou non à jouer le rôle que justifient ses traditions, sa richesse et son influence dans le monde. À notre avis, il nous faut jouer ce rôle. J'ajoute que ce rôle n'est pas exclusivement d'ordre humanitaire, même s'il s'agit évidemment là d'un élément essentiel. Ce rôle est de collaborer avec l'ONU, comme nous l'avons fait, pour trouver des moyens de règlement pacifique et d'accepter de prendre les moyens que s'est donnée l'ONU, grâce notamment aux efforts de Canadiens éminents, pour veiller à l'application de ses décisions.

Le député de Vancouver Quadra n'accepte pas tous les arguments du gouvernement. Il a certaines inquiétudes, notamment en ce qui concerne les sanctions. Il s'est exprimé clairement là-dessus à la Chambre. Il a aussi déclaré clairement que les principes et les traditions du Canada—qu'il ait eu raison ou tort d'avoir soutenu l'ONU dans l'adoption de la multitude de résolutions préconisant un règlement pacifique—lui commandaient de mener à leur aboutissement les mesures prises par l'ONU. Avec simplicité et éloquence, il a dit la vérité à propos du Canada.

Pour ce qui est de l'après-guerre, bien sûr il y a d'autres conflits dans la région: au Liban et dans les territoires occupés. Il est bien clair que si l'ONU règle avec succès la question du Koweït, elle aura de meilleures chances de résoudre les autres problèmes que dans le cas contraire. Si les États membres de l'Organisation sont prêts à l'appuyer lorsqu'elle adopte des résolutions mais non lorsque ces résolutions doivent être appliquées, l'organisation sur laquelle nous comptons pour résoudre la question palestinienne, le dossier libanais ou d'autres dans la région se trouvera énormément affaiblie.